



Communiqué de presse du 17 juillet 2009

Les ONG anticipent la prise de position de l'ONU sur les efforts de la Suisse en matière d'égalité des sexes

A l'occasion de la 44^e session du CEDAW, les Femmes socialistes suisses, menées par Patrizia Mordini, conseillère communale de Berne, ouvrent le dialogue avec l'ONU. Les Femmes socialistes suisses démontreront que les efforts de la Suisse pour supprimer les stéréotypes de genre existants sont insuffisants. Outre la discrimination sur le plan salarial et le manque de femmes aux postes dirigeants, la répartition traditionnelle des rôles entre les sexes encourage aussi la violence contre les femmes.

La CEDAW, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, a été ratifiée par la Suisse en 1997. Comme tous les autres Etats signataires, la Suisse s'est donc engagée à présenter régulièrement un rapport sur l'application des mesures d'égalité dans le pays. Outre la Suisse officielle, des organisations non gouvernementales ont également été invitées à participer et à prendre position lors de cette 44^e session. La délégation des ONG sera composée de Patrizia Mordini, conseillère communale de Berne, représentante des Femmes socialistes suisses et de l'Association Femmes Féminisme Recherche Suisse FemWiss, de la juge Vivian Fankhauser-Feitknecht, pour le Mouvement Scout de Suisse, de Nicole Gantenbein, du Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ), et d'Alicia Gamboa, membre du cfd, qui défend les intérêts des migrantes en Suisse.

Malgré l'article sur l'égalité des sexes de la Constitution, les discriminations contre les femmes perdurent en Suisse. La Suisse doit donc mieux faire connaître la CEDAW et la défendre à l'aide son appareil législatif national. Il est grand temps de prendre des mesures concrètes pour supprimer les stéréotypes de genre. C'est le seul moyen de garantir l'égalité dans la formation et la vie active, de l'orientation professionnelle des filles à la nomination de femmes aux conseils d'administration et aux chaires des universités. Il faut également agir, de toute urgence, contre la violence envers les femmes. Le Conseil fédéral a certes confirmé ce point dans son rapport sur le [postulat Stump](#), mais il n'est pas disposé à débloquer des ressources pour cela.



Les 20 et 24 juillet, la délégation des ONG s'exprimera devant le Comité CEDAW. Le 27 juillet, la Suisse politique, représentée par Dr. Marion Weichelt Krupski, ambassadrice et vice-directrice de la Direction du droit international public du DFAE, s'exprimera à son tour. Après l'audience, le Comité CEDAW formulera des recommandations à la Suisse, que les Femmes socialistes suisses reprendront au Parlement.

Patrizia Mordini est à disposition pour répondre aux questions, elle sera joignable par e-mail (patrizia.mordini@gmx.ch) pendant son séjour à New York.